

LE TEMPS DE LA RÉCONCILIATION

## L'Espagne en quête de laïcité



Tournant définitivement la page de la guerre civile et de la dictature franquiste, l'Espagne de Zapatero veut laïciser ses institutions. Le projet gouvernemental prévoit l'abolition des privilèges fiscaux de l'Église catholique et la fin de l'enseignement du catéchisme dans les programmes scolaires. En Espagne, le projet laïque vise à garantir la liberté de conscience face à une confession majoritaire et non pas, comme on l'a vu en France récemment, à lutter contre l'expression de convictions particulières.

page 2

### Colonisation de l'Irak : le discours et les faits

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Noam Chomsky relève que le discours sur la construction de la démocratie est contredit par la réalité des décisions prises : en nommant John Negroponte pour tirer les ficelles du gouvernement local. Parfaite illustration de ce grand écart, le lieutenant général David H. Petraeus assure que la situation est sous contrôle. À l'inverse, Daniel Ellsberg exhorte les hauts fonctionnaires à violer l'abusif secret-Défense pour informer les citoyens de la réalité de la guerre.

page 7

REPÈRE : 25 SEPTEMBRE 1777

### Une défaite de la Révolution américaine

À Philadelphie, aux États-Unis, le Congrès continental rassemble les délégués des provinces en lutte pour l'indépendance. Profitant du mauvais temps, l'armée anglaise enfonce les lignes de George Washington, le 25 septembre 1777, et s'empare de la ville. Les députés s'enfuient dans les forêts environnantes et l'armée révolutionnaire en déroute se replie sur Valley Forge où elle est assiégée. La neige précoce et la famine qui s'installe renforcent le sentiment d'échec. Des officiers prennent contact avec l'armée anglaise pour négocier une reddition. Certains députés envisagent même l'arrêt de la guerre et l'abandon de l'indépendance... Le marquis de Lafayette, blessé lors de l'attaque, est envoyé en France pour demander de l'aide au roi Louis XVI. Apprenant la nouvelle, l'armée anglaise évacue Philadelphie au printemps 1778 pour défendre le Delaware contre une éventuelle attaque de la marine française. Cette manœuvre permet à Washington de regrouper ses troupes et de reprendre l'offensive jusqu'à la défaite anglaise de Yorktown. ■



### LIBERTÉ D'EXPRESSION : L'IRAK, C'EST COMME LE VIÊT-NAM

L'US Army a ouvert un procès à l'encontre d'Al Lorentz, un officier servant en Irak, coupable d'avoir publié la semaine dernière sur un site internet conservateur un article critiquant la politique irakienne de l'administration Bush. Au titre de l'article 2388 du Code US et de l'article 134 du Code des armées, il encourt 20 ans de prison pour tentative de démoralisation des armées. La dernière poursuite judiciaire de cette nature remonte à l'affaire Harvey, à la fin de la guerre du Viêt-Nam. ■

## Le temps de la réconciliation

# L'Espagne en quête de laïcité

**Tournant définitivement la page de la guerre civile et de la dictature franquiste, l'Espagne de Zapatero veut laïciser ses institutions. Le projet gouvernemental prévoit l'abolition des privilèges fiscaux de l'Église catholique et la fin de l'enseignement du catéchisme dans les programmes scolaires. En Espagne, le projet laïque vise à garantir la liberté de conscience face à une confession majoritaire et non pas, comme on l'a vu en France récemment, à lutter contre l'expression de convictions particulières.**



Jose Luis Rodriguez Zapatero reçu en audience pontificale le 21 juin 2004 à la Cité du Vatican

Le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero a annoncé, le 23 septembre 2004, qu'il désirait élaborer une « Feuille de route » pour séparer définitivement l'Église de l'État espagnol et en finir avec les privilèges uniques dont jouit toujours la confession catholique dans le pays. Peut-être s'agit-il là d'une réaction au retour en force de l'Opus Dei sur la scène publique durant les huit années de gouvernement Aznar, mais aussi certainement du souci de faire appliquer, vingt-six ans plus tard, les principes de laïcité affirmés par la Constitution de 1978. Plus largement, les Espagnols veulent en finir avec des siècles d'affrontements religieux qui culminèrent avec la guerre civile et le franquisme et consacrer désormais la liberté de conscience [1]

En vertu de l'accord conclu avec le Saint-Siège en 1979, juste après l'adoption de la Constitution, et qui visaient à maintenir le statut d'exception de l'Église catholique, des crucifix sont toujours visibles sur les murs des écoles publiques espagnoles et des cours de religion catholique y sont dispensés au détriment des autres convictions. En outre, l'Église catholique bénéficie toujours d'un traitement fiscal de faveur et de larges subventions étatiques.

## Le contexte

Si la plupart des Espagnols considèrent ces privilèges comme d'embarrassants spectres du franquisme qui doivent être chassés au plus vite, le gouvernement d'Aznar n'en a pas moins fait rétablir des épreuves de religion catholique au programme du baccalauréat. Ainsi les seuls groupes qui osent s'indigner ouvertement du projet de réforme de Zapatero se situent dans la frange la plus intégriste d'une Église qui ne les soutient que du bout des lèvres, se contentant de dénoncer le « *harcèlement laïciste* » contre la religion catholique majoritaire, sans trop y croire tant elle sait que le projet gouvernemental ne vise pas à lutter contre une religion, mais au contraire à garantir à tous la liberté de conscience.

En réformant la relation entre l'Église et l'État et en mettant toutes les convictions sur un pied d'égalité, le gouvernement se met en conformité avec la Constitution de 1978 dont l'article 16 stipule qu'aucune religion ne sera religion d'État et que nul n'est obligé de révéler sa confession. Il assure la liberté de culte pour les individus et les communautés sans autres limitations que les nécessités de l'ordre public. L'article 27 affirme la liberté de créer des établissements d'enseignement, le droit à l'éducation et le droit à la formation religieuse et morale.

La religion catholique tient une place prépondérante en Espagne, peut-être plus que dans tous les autres pays d'Europe. L'identité espagnole s'est forgée parallèlement à la *reconquista*, qui s'acheva à l'époque des rois catholiques, quand Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille chassèrent les derniers musulmans de Grenade en 1492. Ainsi José Maria Aznar n'a pas manqué de **rappeler aux Espagnols ces moments particulièrement sombres de leur histoire** pour raviver les vieilles querelles et promouvoir le « *clash des civilisations* » [2]. Pourtant, la séparation de l'Église et de l'État fut déjà instaurée par la Constitution de la République, en 1931, avant que le Front populaire s'engage dans un anti-cléricalisme extrême qui suscita par contre-coup l'alliance de l'Église et des franquistes au sein d'un régime « national-catholique » jusqu'en 1978.

L'Église catholique espagnole reçoit chaque année près de 140 millions d'euros du gouvernement pour assurer son fonctionnement, et ce dernier paye toujours les professeurs de religion qui enseignent dans les écoles publiques, les aumôniers de l'armée et des prisons, ainsi que les importants frais périphériques du culte. Par ailleurs l'Église est dispensée de payer la plupart des impôts et n'est pas soumise à un régime de transparence fiscale. Mais ce n'est pas tout, en adoptant le statut d'organisations non gouvernementales (ONG), les congrégations, fondations et instituts catholiques cumulent ce budget avec un second financement étatique s'élevant à un total de près de 100 millions

d'euros, au titre de la « solidarité » et de l'« aide au développement ».

## Les réformes envisagées

Les réformes annoncées figuraient bien au programme du PSOE pour les élections du 14 mars dernier. L'annonce de la mise en place de cette « Feuille de route » a néanmoins créé un effet de surprise, tant les Espagnols s'étaient habitués à cette contradiction entre une constitution qui affirme un État laïque et une réalité très indulgente vis-à-vis des privilèges de l'Église.

La vice-présidente du gouvernement Zapatero, Maria Teresa Fernandez de la Vega, s'est vue confier la tâche de coordonner durant l'année à venir des réformes transversales qui concernent les ministères de la Justice, de l'Économie et des Affaires sociales. Une fois le statut de la laïcité rédigé, il sera soumis à l'exécutif pour approbation et s'appuiera pour cela sur un large soutien des associations éducatives, féministes, pacifistes, syndicales, de défense des droits de l'homme, etc., traditionnellement à l'avant-garde de ce combat. Le secrétaire d'État à la justice, Lopez Guerra, défend le projet en ces termes : « *La confession catholique est dans une situation avantageuse sans équivalent, en raison d'une part de la tradition, mais aussi, dans la forme, des accords de 1979 avec la Saint-Siège. Au bout du compte, la "Feuille de route" devrait conduire à un statut effectif de non confessionnalité de l'État, ce qui implique de limiter le caractère officiel d'une quelconque religion. Aucune ne peut être plus officielle que les autres, car aucune ne peut être officielle.* »

Le nouveau statut prévoit donc d'instaurer l'égalité de traitement entre les diverses religions représentées dans le pays. On estime qu'il y a aujourd'hui en Espagne plus d'1 million de musulmans, 2,5 millions d'adeptes répartis entre les Églises évangéliques et selon les dernières études sociologiques, 20 % de la population se déclare laïque ou athée, un pourcentage équivalant à celui des pratiquants catholiques [3]. C'est donc à un paysage religieux radicalement différent de celui du début de l'ère post-franquiste que le projet va tenter d'adapter les institutions.

La première décision politique prise dans cette optique est la non-prorogation des accords entre l'Église et l'État pour l'année à venir ; ces accords feront l'objet d'un examen par le ministère de la Justice dans une optique constitutionnelle. Concernant le volet éducatif des réformes, il est prévu que l'enseignement de la religion catholique, comme celui des autres religions, soit dispensé en dehors des horaires scolaires et que les élèves qui ne désirent pas y assister ne soient plus contraints de choisir une matière alternative. L'enseignement religieux deviendra par ailleurs une matière non évaluable.

## Les réactions désespérées de l'épiscopat

**S. Exc. le cardinal Julian Herranz**, membre de l'Opus Dei [4] et président du Conseil pontifical pour les textes législatifs, a dénoncé depuis la Cité du Vatican le « *fondamentalisme laïc* » qui anime les promoteurs de ces réformes, faisant écho aux principaux responsables de l'Église catholique espagnole [5]. Selon lui, ce « *laïcisme agressif* » aura des répercussions très négatives sur certains secteurs et valeurs fondamentales de la société comme le mariage, la famille et l'éducation de la jeunesse.



S. Exc. le cardinal  
Julian Herranz

Étrangement, l'épiscopat ibérique, pour critiquer les réformes, a recours à des arguments que l'Église française a peu employés pour défendre les collégiennes voilées : « *Il n'est pas légitime d'invoquer la tolérance pour empêcher les chrétiens d'agir en tant que tels dans l'espace public* », a déclaré l'archevêque de Barcelone, Mgr Lluís Martínez Sistach [6].

Dans une optique plus constructive, Agustin Domingo Moratalla, professeur de philosophie du droit, de la morale et de la politique de l'université de Valence insiste sur la nécessité de l'autonomie financière pour l'Église, mais dénonce ce qu'il voit comme une « *privatisation laïque de l'État* ». Il redoute que la fin du subventionnement public de l'Église ne prive les citoyens de certains services qu'elle assure aujourd'hui. Il en appelle néanmoins au souci de « *rentabilité de la coopération* » qui anime, selon lui, la politique du Labor britannique vis-à-vis de l'Église anglicane, celle de la social-démocratie allemande ou du nouveau socialisme italien, pour fustiger la démarche « *Laïciste, anticléricale et sectaire* » du Parti socialiste espagnol [7].

Dans la même édition du quotidien centriste *El Mundo*, le journaliste Jose Manuel Vidal renvoie ironiquement le clergé espagnol à ses propres références pour défendre le projet : dans sa tribune intitulée « *Pobre para ser libre* » (« *Pauvre pour être libre* »), il cite plusieurs passages de la *Bible*, évoquant notamment le choix de Jésus pour le statut d'esclave malgré sa condition divine et le conseil prodigué à ses disciples de ne pas accumuler les richesses terrestres, pour affirmer que l'Église espagnole, une fois affranchie de sa dépendance financière vis-à-vis de l'État, n'en sera que plus libre. Et de conclure : « *Une Église dépendante des subventions de l'État est une Église domestiquée et muette.* ».

---

[1] La « *liberté de conscience* » garantit à chacun la possibilité de croire ou de ne pas croire en une religion. Elle s'applique donc non seulement aux croyants, mais aussi aux athées, agnostiques et libre-penseurs. Elle doit être distinguée de la « *liberté de religion* » qui exclut de ses préoccupations les convictions non-religieuses. Au cours des deux derniers siècles, la liberté de conscience s'est progressivement imposée dans le droit européen, tandis que la liberté de religion triomphait dans le droit états-unien. Ces distinctions théoriques ont d'importantes conséquences pratiques. Ainsi, en Europe, un ancien adepte peut se retourner contre une secte qui aurait abusé de sa faiblesse, tandis qu'aux États-Unis le témoignage d'un apostat contre son Église d'origine n'est pas recevable devant un tribunal.

[2] « *La guerre des civilisations* », *Voltaire*, 4 juin 2004.

[3] « *El gobierno prepara una "hoja de ruta" para acabar con las "innegables ventajas" de la iglesia catolica* », par Manuel Sanchez, *El Mundo*, 24 septembre 2004.

[4] Voir notre dossier sur l'*Opus Dei*.

[5] « *El cardenal Herranz denuncia el "laicismo agresivo"* », *El Mundo*, 27 septembre 2004.

[6] « *Indignacion en la Iglesia catolica ante el "acoso" del Gobierno socialista* », par Jose

[7] « La rentabilidad de la cooperacion », tribune d'Augustin Domingo Moratalia, *El Mundo*, 26 septembre 2004

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Colonisation de l'Irak : le discours et les faits

## Analyse

Mikhaïl Gorbatchev met en cause la théorie du monde unipolaire qui a suivi l'effondrement de l'URSS. Les États-Unis, loin de construire un « nouvel ordre mondial » se sont appliqués à étendre leur sphère d'influence. Ils ne se sont pas adaptés à la nouvelle ère, mais se sont contentés de poursuivre leur stratégie de Guerre froide sans adversaire. Le danger principal, souligne-t-il dans un discours prononcé à Londres et reproduit par *The Independent*, reste la prolifération nucléaire. De ce point de vue, il ne faut pas augmenter la pression sur des États comme la Corée du Nord ou l'Iran, mais sur les grandes puissances nucléaires que sont les États-Unis et la Fédération de Russie. Ce sont elles qui doivent prioritairement désarmer.

La situation en Irak est tous les jours plus catastrophique.

Noam Chomsky relève que le discours lénifiant sur la construction de la démocratie est contredit par la réalité des décisions prises sur place. En nommant John Negroponte pour tirer les ficelles du gouvernement local, la Maison-Blanche a choisi un expert en sale boulot, un homme responsable des pires crimes en Amérique centrale. Cet article, publié cet été par le *Khaleej Times* vient d'être repris en français par *Le Grand Soir.Info*.

Parfaite illustration de ce grand écart, le lieutenant général David H. Petraeus assure dans le *Washington Post* que la situation est sous contrôle. Certes, les forces locales de sécurité sont inexistantes, mais après 18 mois d'effort elles sont à peu près formées et, dans 2 mois, elles seront opérationnelles.

À l'inverse, Daniel Ellsberg, qui révéla en son temps les noirs desseins du Pentagone au Vietnam, exhorte les hauts fonctionnaires actuels de tirer les leçons de son exemple : plus vite, ils violeront l'abusif secret-Défense pour informer les citoyens états-uniens de la réalité de la guerre contre l'Irak, plus

vite celle-ci prendra fin, écrit-il dans l'*International Herald Tribune*.

Le roi Abdallah de Jordanie a accordé cette semaine des entretiens à de nombreux médias internationaux pour inciter Washington à reporter les élections irakiennes. Le monarque développe ses propos dans *Le Figaro*. Il redoute le choix des Irakiens et préfère le chaos actuel. Ces déclarations interviennent après que, ce week-end, une violente altercation téléphonique ait opposé Nancy Pelosi à Condoleeza Rice. La parlementaire aurait reçu copie d'un memo du Conseil de sécurité nationale relatif à une « opération secrète » de trucage des élections irakiennes pour favoriser « les amis de l'Amérique ». Par ailleurs, au cours de cet entretien, le roi Abdallah expose ses conceptions régionales. Après l'annonce de la vente de munitions guidées à Tsalal, il met en garde le Pentagone face aux conséquences régionales d'une éventuelle attaque de l'Iran par Israël en survolant la Jordanie. Enfin, il rappelle que son pays ne veut pas être la patrie des Palestiniens et que, sans initiatives de leurs propres leaders pour créer leur propre État, ils n'ont aucun avenir.

Dans quelques jours, la mission d'inspection états-unienne en Irak devrait rendre son rapport définitif. Son premier directeur, David Kay, avait indiqué au Congrès que non seulement l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive, mais qu'elle aurait été bien en peine d'en fabriquer depuis 1991. On ignore ce que pourra conclure son nouveau patron, Charles A. Duelfer (par ailleurs expert au CSIS). En attendant, l'administration Bush tente de se ménager une issue honorable. Mahdi Obeidi, qui fut un des témoins à charge du programme d'armement de Saddam Hussein, explique dans le *New York Times* que les Occidentaux auraient dû savoir qu'il n'y avait pas de menace, mais explique leur méprise par les fanfaronnades de Saddam. Cette soudaine prise de position est abondamment reprise dans la presse internationale (*El Mundo*, *International Herald Tribune*, etc.).

Enfin, le chanteur Yusuf Islam, jadis connu sous le nom de Cat Stevens, narre son aventure aux États-Unis dans le *Los Angeles Times*. Lui qui était jusqu'ici une personnalité invitée par les responsables politiques est devenu un suspect depuis que musulman rime avec terroriste.

**Réseau Voltaire**



## Mikhail Gorbatchev



Mikhail Gorbatchev est l'ancien dirigeant de l'URSS, initiateur de la perestroïka et Prix Nobel de la paix en 1990.

### « La force ne doit pas être utilisée contre la Corée du Nord ou l'Iran »

Source : The Independent

Référence : « Force must not be used against North Korea or Iran », par Mikhail Gorbatchev, *The Independent*, 28 septembre 2004. Ce texte est adapté d'un discours prononcé à l'occasion de l'ouverture du WMD awareness programme à Londres.

L'humanité a une chance de faire du XXI<sup>ème</sup> siècle, un siècle de paix et de sécurité mais les opportunités offertes par la fin de la Guerre froide ont été gâchées. Au lieu de construire un nouvel ordre mondial, la puissance dominante a amorcé une politique pour développer sa sphère d'influence. Ils ont également sous-estimé la menace représentée par les acteurs non-étatiques.

La menace du terrorisme ne sera contrée qu'en unifiant les efforts des nations. Il faut empêcher ses groupes d'acquérir des armes de destruction massive et c'est une raison de plus pour diminuer de façon drastique le nombre des armes de destruction massive et des armes nucléaires. Il faut renforcer le traité de non-prolifération et mettre en application le traité d'interdiction des essais nucléaires. Dans ce domaine, les préoccupations vis-à-vis des programmes nucléaires nord-coréens et iraniens sont peut-être véritables mais les tentatives d'usage de la force contre ces programmes auraient des conséquences catastrophiques. Il faut traiter de ces questions par des biais diplomatiques. Les plus grandes puissances nucléaires, les États-Unis et la Russie, doivent réduire leur arsenal. Il est encore possible de construire un nouvel ordre mondial et l'Europe, une Europe unie incluant la Russie, aura un rôle clé à jouer.

## Noam Chomsky



Noam Chomsky est professeur de linguistique à l'université du Massachusetts. Intellectuel engagé, il a pris depuis

### « De l'Amérique centrale à l'Irak »

Source : Khaleej Times

Référence : « From Central America to Iraq », par Noam Chomsky, *Khaleej Times*, 6 août 2004. Le texte en français est disponible sur le site [LeGrandSoir.Info](http://LeGrandSoir.Info).

Un principe moral qui ne devrait pas être remis en cause est celui de l'universalité : il faut appliquer à soi-même les principes moraux mais, en général, les États ont le pouvoir d'agir en toute impunité, et ils refusent les principes moraux car c'est eux qui définissent les règles. Nous avons vu une nouvelle illustration de ce principe avec la nomination de **John Negroponte** à Bagdad.

Il va diriger la plus grande mission diplomatique du monde avec pour

intention de remettre la souveraineté aux Irakiens dans le but d'instaurer la démocratie au Moyen-Orient et dans le monde. Du moins c'est ce qui nous a été dit avec solennité. Personne cependant ne peut négliger un précédent horrible : Negroponte a appris son métier d'ambassadeur des États-Unis dans les années 80 au Honduras. Au Honduras, Negroponte était connu comme « *el proconsul* », titre donné aux puissants gouverneurs de l'époque coloniale. Là-bas il était à la tête de la deuxième plus grande ambassade d'Amérique latine. C'était là que se trouvait le plus important siège au monde de la CIA à l'époque. Là bas, il a organisé l'aide états-unienne au terrorisme d'État organisé dans le cadre de la guerre occulte que **Ronald Reagan** a mené en Amérique centrale suite à la prise de pouvoir des sandinistes au Nicaragua. La crainte de Washington était que puisse naître dans ce pays d'Amérique Centrale un deuxième Cuba. Au Honduras, la tâche du proconsul Negroponte était de s'occuper des bases dans lesquelles une armée de mercenaires terroristes, les contras, était entraînée, équipée et envoyée combattre les sandinistes. En 1984, le Nicaragua répondit de façon correcte, comme un état respectueux de la loi : il porta l'affaire contre les États-Unis devant la Cour internationale de justice de La Haye. La cour ordonna aux États-Unis d'en finir avec « l'utilisation illégale de la force », ou, pour le dire en termes clairs, avec le terrorisme international contre le Nicaragua et de lui payer des dédommagements substantiels. Mais Washington ignora cette décision et opposa ensuite son veto à deux résolutions du Conseil de Sécurité qui soutenaient la décision et exigeaient que tous les États respectent la loi internationale.

Le mépris de Washington pour le verdict de la Cour et son arrogance envers la communauté internationale sont peut-être pertinentes pour comprendre la situation en Irak. La politique de Washington a eu pour conséquence la création d'une démocratie vassale au prix de pertes humaines incalculables. La part de la population disparue durant cette période est supérieure à celle que les États-Unis ont perdu pendant la Guerre civile et les guerres du XXIème siècle selon l'historien Thomas Carothers, lui même fonctionnaire du **département d'État** pendant cette période. Actuellement le Nicaragua est le deuxième pays plus pauvre de l'hémisphère (avant Haïti, autre principal objectif des interventions militaires étasuniennes au XXIème siècle).

Le gouvernement de **George W. Bush** assure vouloir apporter la démocratie en Irak, en utilisant le même fonctionnaire expert déjà utilisé en Amérique centrale. Le Honduras a été à peine évoqué pendant les débats sur la nomination de Negroponte. Quelques jours après la nomination de Negroponte, le Honduras a retiré son petit contingent militaire d'Irak. Ça a peut-être été une coïncidence. Ou peut-être les Honduriens se sont ils rappelés de quelque chose que, nous, nous préférons oublier.

## David H. Petraeus



Ancien commandant en chef de la 101<sup>ème</sup> division aéroportée, le Lieutenant général David H. Petraeus commande la direction de la force multinationale de sécurité de transition en Irak.

### « Combattre pour l'Irak »

Source : Washington Post

Référence : « Battling for Iraq », par David H. Petraeus, *Washington Post*, 25 septembre 2004.

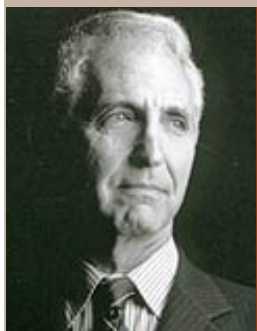
Aider à organiser, entraîner et équiper une armée de 250 000 hommes des forces irakiennes de sécurité est déjà une tâche ardue mais l'insurrection complique encore ce processus. Toutefois, au bout de 18 mois de travail, j'ai vu des progrès tangibles. Nous sommes partis de zéro.

Les dirigeants irakiens mènent leur pays et leurs forces de sécurité pour combattre un ennemi qui a montré qu'il était prêt à tout pour empêcher la constitution d'un nouvel Irak. Les forces de sécurité irakiennes ont subies des attaques mais elles se renforcent. L'avenir toutefois sera plein de difficultés, même s'il y a des raisons d'être optimiste face aux progrès enregistrés.

Aujourd'hui, les forces sont opérationnelles et elles ont enregistré des succès. C'est leur capacité à pénétrer dans le tombeau d'Ali qui a poussé Ali Sistani à persuader l'armée du Mehdi de se rendre et de déposer leurs armes. Il y a quelques jours, ils ont également capturé une quarantaine de membres de cette milice à Nadjaf et saisi un chargement d'arme important.

Dans les prochains 60 jours, douze nouveaux bataillons deviendront opérationnels. Des progrès sont également enregistrés dans la formation des policiers. Les forces de surveillance des frontières se développent également pour empêcher les extrémistes de pénétrer sur le territoire. Nous leur fournissons du matériel et reconstruisons les infrastructures de sécurité. Nous sommes en contact étroit avec les forces de sécurité irakienne et ils seront prêts à faire face à de nouvelles attaques.

## Daniel Ellsberg



Daniel Ellsberg est ancien fonctionnaire au département d'État et vétéran de la Guerre du Vietnam. Il a participé à la

### « La vérité mérite qu'on la dise »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Truths Worth Telling », par Daniel Ellsberg, *New York Times*, 28 septembre 2004.

« There are times to spill the secrets », *International Herald Tribune*, 29 septembre 2004.

Sur l'une des cassettes d'une conversation enregistrées en 1971 dans le bureau ovale entre Nixon et Hadelman, on entend ce dernier affirmer que pour **Donald Rumsfeld** le principal problème de la diffusion des *Pentagon Papers* est qu'ils remettent en cause l'infailibilité présidentielle à laquelle croit les Américains. Il avait raison, mais cette leçon, il faut la rappeler à chaque génération d'électeur.

communication à la presse de documents secrets révélant les mensonges de Washington sur cette guerre ce qui lui a valu un procès. Il est l'auteur *Secrets : a Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*.

La détérioration de la situation en Irak doit sans doute inspirer les mêmes conclusions au secrétaire à la Défense.

La population américaine n'aime pas croire que les erreurs du président ont coûté des vies américaines et, pour les en convaincre, il faut des preuves : des documents, des photographies, des transcriptions et bien souvent, pour qu'elles parviennent au public, il faut que des fonctionnaires décident de les diffuser sans permission. C'est ce qui s'est passé avec la diffusion des estimations des services de renseignements sur l'Irak préparé en juillet. Ce rapport est si pessimiste concernant l'évolution du pays que la Maison-Blanche a préféré le dissimuler. Quelqu'un d'autre a donc décidé de le diffuser.

Ceux qui organisent la fuite sont souvent accusés d'être partisan et souvent ils le sont mais leur patriotisme se mesure à la pertinence et à l'importance des informations qu'ils révèlent et ce sera un grand service pour la population que de révéler le vrai visage des plans de l'administration Bush pour l'Irak, surtout à la veille du débat entre **George W. Bush** et **John Kerry**. La situation en Irak est un enjeu du débat. Elle ne doit pas rester secrète. Je pense que si j'avais révélé ce que je savais dès 1964, la guerre au Vietnam ne serait peut-être pas développée faute d'appui au Congrès. J'ai mis cinq ans de trop pour comprendre que ma fidélité devait aller à la constitution et au respect de la loi, pas à la personne du secrétaire à la Défense ou au président.

Comme McNamara à l'époque, Rumsfeld sait conserver la loyauté de ses subordonnés et classifie beaucoup trop d'information. Je demande aux fonctionnaires actuels de ne pas commettre mon erreur et d'agir maintenant.

## Abdallah II de Jordanie



Abdallah II de Jordanie est roi de Jordanie.

### « Aujourd'hui, des élections en Irak sont impossibles »

Source : Le Figaro

Référence : « Aujourd'hui, des élections en Irak sont impossibles », par Abdallah de Jordanie, *Le Figaro*, 28 septembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

**Iyad Allaoui** veut une conférence internationale sur l'Irak et nous soutiendrons cette initiative. Le Premier ministre irakien tient absolument à ce que les élections aient lieu en janvier tel que cela était prévu mais comme observateur extérieur, il me semble impossible d'organiser des élections indiscutables dans le chaos que connaît aujourd'hui l'Irak. Si les élections avaient lieu aujourd'hui, ce serait la faction la mieux organisée, les extrémistes, qui la remporteraient. Un tel scénario ne favoriserait pas une amélioration de la situation. Nous sommes également inquiets des déclarations de **Donald Rumsfeld** sur l'organisation d'élections partielles car cela reviendrait à exclure les sunnites du processus. J'espère que la sécurité va s'améliorer mais pour l'instant je ne vois aucun signe en ce sens. La Jordanie estime que la seule chance d'y parvenir est de rappeler l'ancienne armée, du moins les sous-officiers et les officiers mais pas les généraux, sous les drapeaux. Les Américains ont commis une erreur en la démobilisant sur les conseils des émigrés comme **Ahmed Chalabi**. Les Américains commettent également l'erreur de ne pas laisser assez de manœuvre

à Iyad Allaoui et ils veulent former la police et l'armée trop vite. Les États-Unis ont une mauvaise image de la Jordanie en raison de la frustration qu'engendre leur politique. Les Jordaniens voient la souffrance des Palestiniens à l'ouest et celle des Irakiens sur l'autre frontière et dans les deux cas, ils jugent l'Amérique responsable.

Nous travaillons avec la Syrie pour lutter contre le terrorisme et nous avons le soutien du président Bashar même si nous constatons que de nombreux individus continuent de passer la frontière et de prendre pour cibles les forces de sécurité jordaniennes. La bonne volonté politique qui paraît s'exprimer à Damas n'a pas encore eu de traduction visible sur le terrain. Les flots de combattants étrangers qui cherchent à déstabiliser l'Irak ne viennent pas de Jordanie. Certes, Al-Zarquaoui est jordanien mais en coopération avec Bagdad et avec les forces américaines, nous faisons de notre mieux pour retrouver sa trace. Je croise les doigts avec l'espoir qu'un jour ou l'autre le gouvernement irakien finira par l'attraper. Les extrémistes veulent déstabiliser le monde entier, la Jordanie comme la France. Mais, face à ces groupes, croyez-moi, nous sommes loin de rester passifs. Certes, en Jordanie, les Frères musulmans ont des députés mais nous sommes décidés à les combattre dans le cadre de la constitution et nous ne les laisserons pas aller trop loin. Il faut que les musulmans dénoncent clairement le terrorisme et que les Occidentaux cessent d'assimiler terrorisme et islam.

L'Iran de son côté s'intéresse au sort de l'Irak en raison de sa forte population chiïte et de son positionnement stratégique. Les Iraniens ont leurs propres intérêts. Au même titre que chacun des voisins de l'Irak. J'ai rencontré le président Khatami et je me suis très bien entendu avec lui, c'est une personnalité sympathique, qui aimerait orienter la société iranienne vers les chemins de la modération. Mais, dans la région, les autorités iraniennes se sentent menacées sur plusieurs fronts et notamment par Israël. J'espère que les Américains retiendront Israël. Si l'Iran est frappé, l'Iran ripostera. Or la Jordanie se trouve au milieu. Un raid contre l'Iran n'arrangerait rien. Au contraire, il rendrait notre région encore plus instable.

Israël est sur le point d'évacuer Gaza et les Palestiniens doivent s'unir pour profiter de cette opportunité. Mais malheureusement, ils sont tombés dans le piège tendu par Israël et les factions s'affrontent, pourtant à moins que les Palestiniens ne se décident à définir un vrai plan pour bâtir un Etat indépendant viable, je crains qu'il n'y ait plus d'avenir pour les Palestiniens. **Yasser Arafat** ou **Ahmed Qoreï** doivent agir

## Mahdi Obeidi

Mahdi Obeidi est un physicien nucléaire irakien, ancien responsable du programme d'enrichissement de l'uranium en Irak vivant aujourd'hui aux États-Unis. Il est l'auteur de *The Bomb in My Garden : The Secrets of Saddam's Nuclear Mastermind*.

### « Saddam, la bombe et moi »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

, El Mundo

Référence : « Saddam, the Bomb and Me », par Mahdi Obeidi, *New York Times*, 26 septembre 2004.

« Sadam Husein, la bomba nuclear y yo », *El Mundo*, 27 septembre 2004.

« Saddam, the bomb and me », *International Herald Tribune*, 28 septembre 2004.

Alors que le rapport final de Charles A. Duelfer sur le programme d'armement irakien ne sera pas rendu public dans son intégralité avant plusieurs semaines, les parties qui ont déjà été diffusées touchent à ma propre expérience en Irak quand j'ai dirigé le programme nucléaire irakien et j'espère que je pourrai répondre à certaines des interrogations sur ce sujet.

Avant l'invasion du Koweït en 1991, l'Irak était sur le point de posséder l'arme atomique mais l'arrivée des inspecteurs après la Guerre du Golfe ne l'a pas permis et ils détruisirent le matériel utilisé pour le programme nucléaire. Toutefois, en 1998, Saddam Hussein chassa les inspecteurs d'Irak et il resta avec des scientifiques aux connaissances dangereuses et avec des prototypes de parties de centrifugeuse (il y'en avait une dans mon jardin). Il lui manquait cependant des sources d'approvisionnement de matière nucléaire. Saddam Hussein profita du programme pétrole contre nourriture pour se construire des palais et je ne pense pas qu'il aurait voulu risquer tout cela en relançant son programme d'armement. Les scientifiques furent réemployés sur des programmes d'armement conventionnel.

Toutefois, pour les Occidentaux qui savaient que Saddam Hussein voulait acquérir l'arme nucléaire depuis les années 70 et qu'il avait utilisé des armes de destruction massive contre son propre peuple et l'Iran, il était logique penser qu'il essaierait de recommencer. En outre, après 1991, il avait cherché à cacher ses programmes d'armement le plus longtemps possible. En fait, l'Occident n'a pas compris que ces programmes avaient perdu leur principal promoteur avec la mort d'Hussein Kamel et que les programmes n'étaient plus alors que des phantasmes de Saddam Hussein. Cela ne veut pas dire toutefois que nous n'aurions pas pu en peu de temps reconstruire notre programme. C'est pour cela qu'il est essentiel que l'ONU fournisse un travail à mes anciens collègues afin qu'ils n'aillent pas vendre leur savoir au plus offrant.

## Yusuf Islam/ Cat Stevens



Yusuf Islam est chanteur, autrefois connu sous le pseudonyme de Cat Stevens avant sa conversion à l'islam en 1977.

### « Quelque chose de mauvais a commencé »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Something Bad Has Begun », par Yusuf Islam/Cat Stevens, *Los Angeles Times*, 28 septembre 2004.

La semaine dernière, j'étais dans un avion pour Nashville avec ma fille de 21 ans pour aller travailler avec label sur de nouvelles idées musicales. Ironiquement, j'avais essayé de rester profil bas car je ne voulais pas voir la presse. Dieu en a décidé autrement.

Nous avons été averti qu'à cause d'un trafic trop important, nous allions devoir faire une escale à Bangor, dans le Maine. Là, six hommes en uniformes m'ont demandé de les suivre et le cauchemar a commencé. Vu les questions qu'ils me posaient, j'ai d'abord cru que c'était une erreur due à une homonymie et que ce n'était pas moi qu'ils voulaient arrêter. Tout ce qu'ils me disaient n'était pas clair car les agents n'avaient aucune obligation à répondre à mes questions concernant les motifs de mon arrestation. Ce n'est que lorsque un agent des services d'immigration est venu me voir qu'il a mentionné le fait que j'étais arrêté pour mes liens avec le terrorisme, sans donner plus de détails. Cela m'a terrifié, d'autant plus que je n'avais aucun moyen de contacter ma famille, que je ne savais pas ce que ma fille était devenu.

Je ne comprenais pas, deux mois auparavant j'avais été reçu par des responsables de la Maison-Blanche pour discuter de mes œuvres de charité et un mois après les attentats du 11 septembre, j'avais participé à une conférence au Forum économique mondial à New York avec Peter Gabriel et **Hillary Rodham Clinton**. Je n'ai pas changé entre temps : je condamne toujours le terrorisme (que je considère aller à l'encontre de l'islam). Depuis 1977 et ma conversion à l'islam, on m'accuse régulièrement de prise de position que je n'ai pas tenu comme celles concernant mon supposé soutien aux attaques contre **Salman Rushdie** ou de soutenir le **Hamas**.

Heureusement, grâce à Dieu, j'ai été libéré.